

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ Santé

« Applaudir c'est bien, mettre u

C'est le message que veut faire passer le président du conseil régional de l'Ordre des infirmiers qui vient d'adresser un courrier aux parlementaires pour réclamer une revalorisation, tant des salaires que de l'écoute et de la considération de la profession.

« Le port du masque devrait être obligatoire pour tout le monde et partout », lance Hervé Genelot-Chelebourg, président du conseil régional de l'Ordre des infirmiers de Bourgogne Franche-Comté. En poste à Chalon-sur-Saône, il se dit effaré par « le défouloir et le manque de responsabilité » des gens non-masqués qu'il croise dans les rues. « C'est à croire qu'ils veulent un reconfinement à partir de la mi-juin pour rester enfermés tout l'été ! », poursuit-il. « Et quand vous portez un masque, on vous regarde comme si vous étiez le pestiféré, le contaminé du coin. J'ai envie de leur dire : c'est très bien d'applaudir les professionnels de santé, ça réconforte, mais ce serait encore mieux de porter le masque pour nous aider. Et si vous n'êtes pas convaincus, allez voir dans les services comment les gens meurent d'étouffements. »

Voilà pour la bronca en direction de la population. S'agissant des pouvoirs publics, lui et les siens viennent de concocter un courrier à l'adresse des députés et sénateurs de la région.

« Les infirmiers, salariés et libéraux, méritent plus que des symboles »

Ils y relèvent qu'« on n'en serait pas là si on n'avait pas mené pendant des années des plans de restrictions de personnels et de fermetures de lits » et soulignent que « les infirmiers de Bourgogne Franche-Comté, salariés et libéraux, méritent plus que des symboles ».

Un appel vibrant dans lequel ils réclament « une revalorisation salariale immédiate, on est quand même le 28^e des pays de l'OCDE en termes de moyens ! » et « de meilleures conditions de travail pour exercer en toute sécurité ».

Dans la gestion, pas dans l'humain

Rappelant la levée de boucliers des urgences commencée l'an dernier, ils fustigent « le manque de reconnaissance de la part des technocrates qui gèrent les établissements : ce sont des fonctionnaires qui appliquent des directives coûte que coûte sans connaître la réalité du terrain. La gestion des ressources humaines ? On

n'est que dans la gestion, la partie humaine n'est pas traitée ».

Et de citer le cas d'une collègue des urgences « en CDD depuis sept ans, donc payée au plus bas, sa carrière même pas commencée, avec 300 heures non payées et non récupérées ».

« Nous ne voulons pas de médailles, simplement qu'on nous écoute »

« Au front quotidiennement, nous gérons des crises en permanence », indique Hervé Genelot-Chelebourg. « Nous ne voulons pas de médailles, mais simplement qu'on nous écoute. »

Citant le sort des infirmiers libéraux pendant cette crise du coronavirus où certains se sont fait voler du matériel dans leur véhicule et d'autres ont été gratifiés d'écriteaux « merci de déménager », il tient à souligner que « c'est le terrain qui fait fonctionner les dispositifs ».

Et de conclure en formulant une autre proposition : « Chaque hôpital est doté d'une CME, commission médicale d'établissement, où les médecins donnent leur avis. Hé bien, il faudrait une commission similaire réservée aux infirmiers pour qu'ils s'expriment sur les soins ».

Textes : Pierre LAURENT

QUESTIONS À

Francis Nargaud, président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) masseurs kinésithérapeutes de Bourgogne Franche-Comté

« La situation des kinés reste aussi très tendue »

Président de l'URPS des masseurs-kinésithérapeutes, vous exercez à Saint-Claude, dans le Jura. Comment l'activité de votre profession a-t-elle repris depuis le déconfinement ?

Nous en sommes à peu près à 50 % de l'activité que nous avions avant le 17 mars dans les cabinets de la grande région. Sachant que nous avons fermé pendant toute la durée du confinement sur les préconisations de notre conseil national de l'Ordre, pour ne pas participer à la propagation du virus. Nous n'avons assuré que les actes vitaux non reportables, ce qui n'a représenté que 2 à 3 % de l'activité des cabinets pour les 2 400 professionnels de la grande région dont un peu moins de la moitié en Franche-Comté.

Les patients que vous avez retrouvés n'étaient-ils pas trop rouillés ?

Si, bien sûr. Il était vraiment temps de reprendre. Car le risque est grand de les retrouver extrêmement dégradés, avec une démusclature globale et des pertes d'autonomie.

Et côté équipements de protection ?

La question des équipements de protection individuelle est effectivement la question clé. Nous avons été très faiblement dotés par l'État via les ARS (N.D.L.R. : agence régionale de santé) et chacun a dû se débrouiller. Nous avons des réunions de crise hebdomadaires avec l'ARS et nous faisons remonter nos difficultés depuis mars mais, même si la dotation d'État a été augmentée depuis quinze jours, la situation reste fragile et difficile. Avec 18 masques par kiné et un maximum de six FFP2 par semaine, c'est court. Même si le conseil national de l'Ordre nous a dotés d'une visière par confrère, ce qui nous permet d'intervenir en kinésithérapie respiratoire. **Cela reste donc précaire ?**

Oui. Nous travaillons avec nos amis des autres professions de santé car la pénurie est généralisée. Personne n'est mieux doté que d'autres. C'est une situation de pénurie que l'on vit tous ensemble quotidien. Cela reste très tendu.



Francis Nargaud. Photo ER/DR

« La gestion des ressources humaines ? On n'est que dans la gestion, la partie humaine n'est pas traitée. »

Hervé Genelot-Chelebourg, président du conseil régional de l'Ordre des infirmiers de Bourgogne Franche-Comté